



CHRONIQUE
Yves de Kerdrel
ydekerdrel@lefigaro.fr

Pourquoi il faut écouter Macron

Dans un mois la droite aura choisi son champion à l'issue d'une primaire bien décevante sur le plan du débat d'idées et des mesures économiques pour redresser le pays. L'un des candidats a axé son programme sur la sortie en douceur des 35 heures, l'autre sur les baisses de charges patronales, le troisième sur un choc de confiance créé par une baisse massive de l'impôt sur le revenu, le quatrième sur la création d'une flat tax de 20 %, etc. Mais aucun n'a imaginé une reconstruction de la France comme un véritable projet de société. À la manière de Kennedy. Un projet qui amènerait chaque Français à se demander ce qu'il peut faire pour son pays plutôt que de connaître l'allocation ou la

niche fiscale qui lui est réservée.

Pourtant, depuis quelques semaines, une nouvelle voix se fait entendre, qui tente d'élever le débat politique à l'approche de l'élection présidentielle. Elle émane d'Emmanuel Macron, ancien secrétaire général adjoint à l'Élysée auprès de François Hollande, avant d'être son ministre de l'Économie pendant deux ans. Bien sûr l'homme n'est pas encore candidat à la magistrature suprême. Bien sûr il n'a jamais renoncé à son appartenance à la gauche. Bien sûr il porte sur lui la marque au fer rouge d'avoir accompagné la politique désastreuse des socialistes pendant quatre ans. Il n'empêche que depuis qu'il a repris sa liberté, la voix qu'il fait entendre apporte un grand bol d'air frais dans le débat politique. En témoigne la longue interview

qu'il a accordée au site Internet du magazine *Challenges*, il y a une dizaine de jours. Emmanuel Macron n'y est pas allé par quatre chemins en expliquant tout le mal qu'il pense de notre État-providence

Le modèle social français est assez injuste. Il offre des avantages qui ne sont pas les mêmes pour tous les citoyens

EMMANUEL MACRON

tel qu'il est conçu ou tel qu'il fonctionne, et de manière plus générale du fameux modèle social français. Un modèle social dont Alain Juppé se veut l'ardent défenseur, expliquant même qu'il faut le consolider. Or nous savons tous que ce modèle social français conçu en 1944 est devenu un contre-modèle, absorbant un tiers de la richesse créée en France pour aboutir à plus de 6 millions de chômeurs, avec 8,8 millions de nos compatriotes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, et pas moins de 150 000 sans-abri.

De cela il n'a pas été une seule fois question au cours du premier débat de la primaire de la droite et du centre. Car la droite est soit « chiraquisée » sur ce sujet - là à la manière d'Alain Juppé, soit embarrassée de devoir dire qu'il faudrait tout passer à la paille de fer. Seul Emmanuel Macron a le courage de regarder la réalité en face en déclarant : « *Le modèle social français est assez injuste. Il offre des avantages qui ne sont pas les mêmes pour tous les citoyens. En outre, il existe une autre et véritable solidarité, une justice sociale qui se construit par la mobilité individuelle.* » D'où toute la rhétorique qu'il déploie depuis quelques semaines sur la France qui subit et celle qui choisit.

Le sujet n'est pas tant de mettre par terre le modèle social français,

de souligner combien il coûte cher ou à quel point il est inadapté à la France de 2016. Le sujet est de concevoir un nouveau modèle de société qui tient compte de la mondialisation,

de l'économie de la connaissance et de l'innovation, et qui va amener les Français actifs et ensuite nos enfants à changer d'entreprise, de statut ou de secteur de très nombreuses fois

à l'intérieur d'une même vie professionnelle. Et Emmanuel Macron d'insister : « *Rigide, notre système est devenu contre-productif dans les années 80-90 avec la grande crise industrielle liée à cette première mondialisation qui a touché le textile et la sidérurgie.* »

Déjà il y a une dizaine d'années le remarquable rapport Camdessus, du nom de l'ancien directeur général du Fonds monétaire international, avait souligné cette faiblesse française qui nous amenait à protéger davantage les statuts que les individus. C'est là où la droite devrait marquer sa différence. Et comme elle ne le fait pas, il faut bien écouter Emmanuel Macron lorsqu'il appelle à une société du choix « où l'État garantit un socle, des protections individuelles et où les Français ont la possibilité de choisir leur vie, de s'émanciper ». Car, si après mai 2017 le pays ne rebâtit pas un nouveau modèle de société, réellement libéral, en plaçant l'individu au centre et non les corporations, il ne lui restera plus comme issue que d'être noyé par son empiètement de rentes, de statuts et de privilèges. Emmanuel Macron n'a rien d'un homme providentiel, mais il pose les bonnes questions. Et ses réponses ne sont ni de droite, ni de gauche ; simplement de bon sens.